

Les investissements directs sont des générateurs de croissance pour l'économie suisse

Les investissements directs, bien qu'importants pour intégrer une économie sur les marchés mondiaux, sont beaucoup moins considérés que le commerce international des marchandises et des services. Ce sont justement ces investissements directs à l'étranger (IDE) qui montrent le mieux à quel point les entreprises suisses se sont intégrées sur les marchés internationaux. Alors qu'ils s'élevaient à 56 milliards de francs en 1985, les IDE des entreprises suisses atteignent 632 milliards de francs en 2006.



La dynamique de croissance dont font preuve les entreprises pharmaceutiques suisses a fait que cette branche est devenue le plus gros investisseur direct de notre économie. Les investissements directs ne concernent pas seulement les installations de production et les distributeurs, mais aussi, de plus en plus souvent, les entreprises œuvrant dans le domaine de la recherche et du développement.

Photo: Keystone

Les IDE suisses ont plus que décuplé depuis 1985. Leur objectif est de trouver de nouveaux débouchés et, plus encore, de créer des structures de production à l'échelle mondiale. La Suisse se trouve à la douzième place des investisseurs dans le monde et, si l'on se réfère à son économie nationale, c'est même le pays le plus interconnecté aux marchés mondiaux, puisque ses investissements directs à l'étranger représentaient 130% de son produit intérieur brut (PIB) en 2006. À titre de comparaison, ils sont de 99% aux Pays-Bas et de 57% en Irlande.



Jan Atteslander
Membre de la direction
de SwissHoldings,
Berne

Un développement par branche extrêmement dynamique

En 2006, le secteur des services totalisait plus de 45% des mouvements des investissements directs suisses et 60% du montant des IDE. Ainsi, les entreprises de services participent moins aux investissements internationaux qu'au PIB de la Suisse (73%); cela provient du fait que l'accès au marché dans de nombreuses branches des services n'a été libéralisé que relativement tard, principalement dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC. C'est dans les années nonante que les investissements directs – en particulier ceux des banques et des assurances – ont le plus augmenté; en 1990, le montant des investissements directs des banques s'élevait à 6,5 milliards et celui des assurances à 9,6 milliards de francs. En l'an 2000, les investissements directs des banques étaient passés à 52 milliards et ceux des assurances à 90 milliards de francs. Même si cette augmentation est considérable, la mondialisation de la finance et des assurances n'est pas encore achevée, des

Encadré 1

Investissements directs

Selon la définition de la BNS, celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger si le montant concerné couvre au moins 10% du capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou s'il s'accompagne de la fondation d'une filiale ou d'une succursale à l'étranger. Les investissements directs se distinguent de ceux de portefeuille qui, eux, servent à des fins de placement.

En comparant les branches, il faut voir que les investissements directs reposent statistiquement sur des valeurs comptables. C'est ainsi que des investissements directs réalisés il y a des dizaines d'années sont calculés à une valeur relativement basse alors que ceux réalisés dans un passé plus proche, par exemple en cas d'acquisitions récentes, sont calculés à des valeurs marchandes supérieures.

Tableau 1

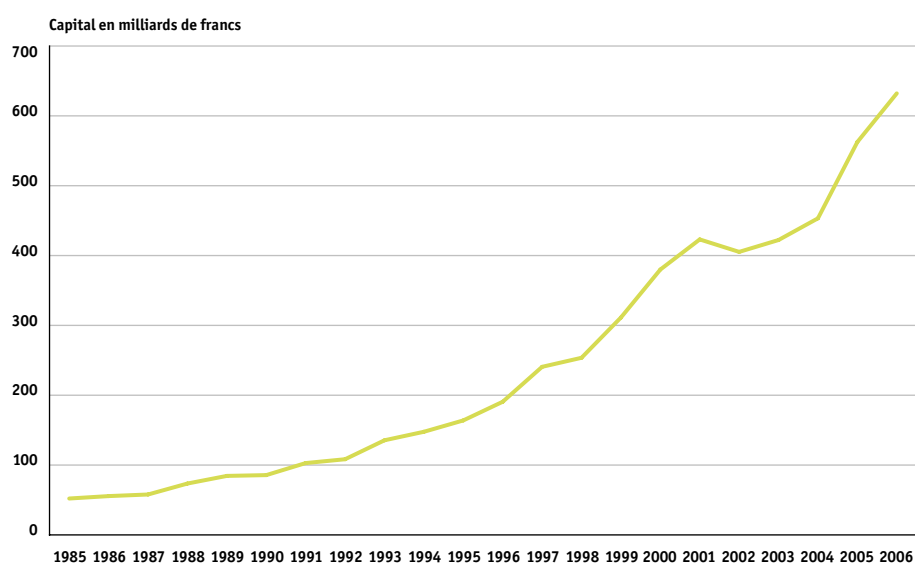
Investissements directs suisses à l'étranger

État en millions de CHF	2002	2006
Industrie	135 837	255 842
Textile et habillement	1404	15 917
Chimie et plastique	62 073	120 458
Métallurgie et machines	20 787	35 716
Électronique, énergie, optique et horlogerie	15 454	20 260
Autres industries et bâtiment	36 119	63 490
Services	269 391	376 339
Commerce	12 690	21 963
Sociétés financières et holdings	111 813	150 001
– dont en mains suisses	34 713	32 563
– dont en mains étrangères	77 099	117 438
Banques	52 791	89 331
Assurances	78 754	96 794
Transports et communications	4168	5688
Autres services	9176	12 563
Total	405 228	632 181

Source: BNS / La Vie économique

Graphique 1

Investissements directs suisses à l'étranger, 1985–2006



Source: BNS / La Vie économique

entraves à l'accès aux marchés subsistant dans de nombreux pays émergents et en développement.

Les investissements directs réalisés par les entreprises de la catégorie *chimie et plastique* sont passés de 62 à 120 milliards de francs en seulement quatre ans; cette forte augmentation est due au dynamisme des entreprises pharmaceutiques suisses (voir *tableau 1*). Cette branche est devenue le plus grand investisseur de notre économie. Ces investissements directs ne concernent pas seulement les installations de production et les distributeurs, mais de plus en plus souvent la recher-

che et le développement (R&D). En Suisse, une grande partie des dépenses privées liées à la recherche le sont dans cette branche; de plus, la moitié d'entre elles s'effectuent à l'étranger (2004).

Les entreprises de la *métallurgie et de l'industrie des machines* ont augmenté leurs investissements directs de 75% entre 2002 et 2006. Grâce à ses entreprises actives dans le domaine de l'électronique, de l'énergie, de l'optique et de l'horlogerie, la place économique suisse possède des industries qui, depuis des dizaines d'années, se sont tournées vers les marchés mondiaux par le biais des investissements directs. En 1985, au début de leur recensement, ces derniers s'élevaient déjà à 6,6 milliards de francs pour les machines et à 3,5 milliards pour l'électronique.

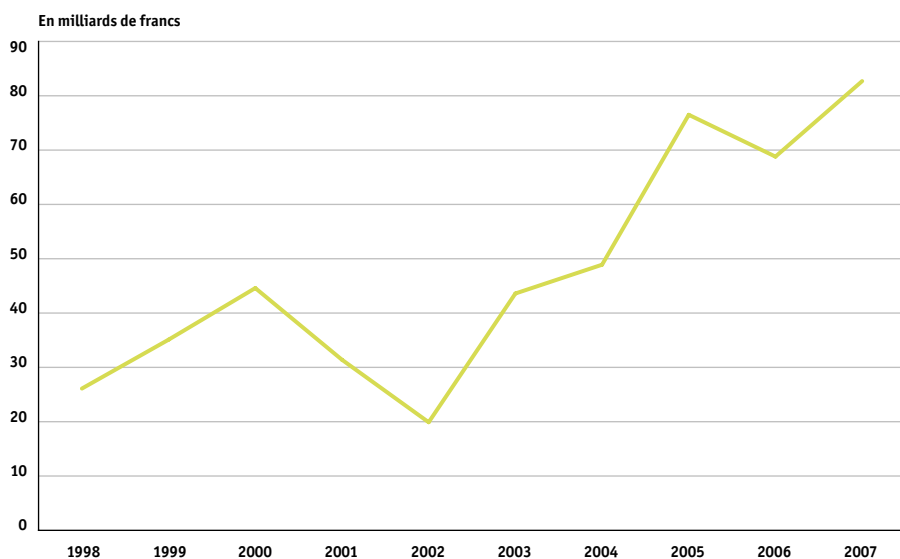
L'augmentation des investissements directs dans le *textile et l'habillement* est remarquable. Si l'on se réfère à la période 2002–2006, on constate tout de même qu'il s'agit d'un effet statistique: en effet, la branche et ses entreprises ont fait l'objet de davantage de relevés en 2003 (état du capital en 2003: 9,4 milliards de francs). On peut dire que les investissements directs ont augmenté avant 2002. De plus, un nombre relativement faible d'entreprises détiennent une grande partie des investissements directs. Les chiffres reflètent le succès de la branche textile suisse sur les marchés mondiaux. En créant des sites extérieurs de production, on n'a pas seulement réagi à la pression des coûts, on a aussi conquis de nouveaux marchés, qui ont permis à nos entreprises textiles de se spécialiser dans des domaines à forte valeur ajoutée.

Relations entre le pôle technologique et les investissements directs

Le transfert des technologies au niveau international, qui a pris une importance considérable ces dernières années, est, lui aussi, fortement imprégné par les investissements directs. Les entreprises multinationales commercialisent des nouveaux produits dans le monde entier et sont fortement incitées à investir dans la R&D. Ce mouvement vers les nouvelles technologies se fait de plus en plus souvent au niveau international, ce qui est indispensable pour la stratégie de l'entreprise. Ces dernières années, la Suisse est devenue un importateur net de technologie, renforçant ainsi la compétitivité internationale de son économie. L'excédent de la balance commerciale de 2006 pour les produits de haute technologie s'élève à plus de 10 milliards de francs. Dans ce contexte, on remarque que les cinq plus grandes multinationales suisses réalisent, selon une estimation,

Graphique 2

Revenu du capital provenant des investissements directs de la Suisse, 1998–2007



Source: BNS / La Vie économique

60% des dépenses privées consenties pour la R&D. Manifestement, les plus grands investisseurs de l'économie suisse entretiennent des liens étroits avec les nouvelles technologies. Les revenus obtenus sur place, qui proviennent directement des IDE, permettent de financer de nouveaux investissements dans la R&D.

Si la proportion de marchandises et de services ayant recours à la technologie devait augmenter dans le commerce mondial, les investissements directs stratégiques dans les entreprises de haute technologie à l'étranger devraient aussi gagner en importance. Les exportations suisses de tels produits sont passées de 18,7 à 40,1 milliards de francs entre 1997 et 2006.

Constitution d'un pôle de sièges d'entreprises internationales en Suisse

Les sociétés financières et holdings représentent une particularité: avec un capital de 150 milliards de francs, elles détiennent 24% des IDE suisses, soit plus qu'aucune autre branche. Les investissements directs des sociétés financières et holdings en mains étrangères se sont fortement développés puisqu'ils sont passés de 77 à 117 milliards de francs (+ 52%) en quatre ans. Il s'agit le plus souvent de sociétés dites intermédiaires. Ces holdings installent toujours plus de secteurs de leurs groupes en Suisse, ce qui inclut les sièges régionaux ou même mondiaux de grandes multinationales; les finances, la fiscalité, le marketing et même la direction de leurs divisions en font partie.

Étant donné l'afflux considérable des holdings étrangères ces dernières années, on peut parler d'un véritable pôle de sièges d'entreprises en Suisse. Ces entreprises jouent un rôle important en tant qu'employeurs, contributeurs et donneurs d'ouvrage dans le domaine financier et le conseil. Cette tendance se poursuivra tant que la Suisse continuera à offrir des conditions-cadres compétitives au niveau international et qu'elle saura attirer des groupes, comme des entreprises en forte croissance venant de pays émergents. L'avantage économique de ces structures réside dans la création d'emplois hautement qualifiés. On a observé aussi que, à l'instar des fonctions de direction, la R&D s'implante de plus en plus en Suisse.

Les investissements directs, des moteurs de croissance pour l'économie suisse

Les échanges de marchandises et de services internes aux groupes représentent environ le tiers du commerce mondial. Les investissements directs procurent un capital productif aux économies nationales. En plus de celui-ci, les entreprises multinationales exportent leur savoir-faire, sous la forme de pratique du management et de technologie, dans des pays où elles ont des succursales et des établissements. Les chiffres-clés, qui mesurent l'importance économique qu'ont, pour la Suisse, les investissements directs des groupes œuvrant à l'étranger, parlent d'eux-mêmes:

1. *Employeurs de taille*: les entreprises suisses pratiquant des IDE occupent 805 000 personnes en Suisse et 2,2 millions de personnes dans leurs succursales et établissements à l'étranger. Les entreprises actives internationalement procurent, en outre, un million d'emplois sur notre territoire (ce chiffre inclut les entreprises étrangères exerçant en Suisse)¹.
2. *Gros exportateurs*: le tiers des exportations suisses est généré par les livraisons et les prestations internes des groupes. Si on y ajoute les exportations directes aux clients étrangers, les entreprises actives au niveau international sont à la source des deux tiers des exportations suisses, c'est-à-dire environ 117 milliards de francs pour l'année 2006².
3. *Afflux élevé de revenus du capital en Suisse*: les IDE suisses ont généré des revenus du capital d'un montant de 69 milliards de francs en 2006 (et même 83 milliards en 2007). Le revenu du capital provenant des investissements directs suisses représente de loin l'élément le plus important du revenu tiré du capital venant de l'étranger (47% en 2006)³.

1 BNS, *L'évolution des investissements directs en 2006*, décembre 2007, pp. 11-12.

2 Données et estimations de l'Administration fédérale des douanes.

3 À titre de comparaison: les revenus des investissements de portefeuille se sont élevés à 31 milliards de francs en 2006 ou 23%.

4. *IDE importants dans les entreprises suisses:* les investissements directs des entreprises étrangères en Suisse sont considérables. De 33 milliards de francs en 2006, ils ont atteint le record de 39 milliards de francs en 2007. Ce phénomène renforce la présence de l'économie suisse sur les marchés mondiaux.
5. *Recettes fiscales abondantes provenant des multinationales:* on estime que plus d'un tiers de l'impôt sur le bénéfice de la Confédération, des cantons et des communes, c'est-à-dire au moins 5 milliards de francs en 2007, provient des entreprises internationales. À cela s'ajoutent les impôts très élevés versés par les entreprises et leurs employés (impôt sur le capital, droit de timbre, impôt anticipé, taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur le revenu, impôt sur la fortune, etc.).
6. *Transfert technologique important de et vers la Suisse:* le pôle de recherche suisse tire un profit énorme des entreprises établies sur le territoire du pays et actives au niveau international. Les dépenses privées de R&D consenties en Suisse avoisinent les 10 milliards de francs. De nombreuses multinationales investissent un multiple

de leur chiffre d'affaires dans la R&D et permettent ainsi à la Suisse d'occuper une place de premier plan en ce qui concerne sa capacité d'innovation. La Suisse fait partie des pays où le taux de recherche privé est le plus élevé. ■



Les dangers au travail se nichent souvent là où on ne les attend pas. Certaines situations a priori inoffensives peuvent causer des accidents. Et des souffrances. Sans parler des conséquences financières: un collaborateur accidenté ou malade

coûte environ CHF 600.– par jour à l'employeur. Cela n'est pas une fatalité. Des mesures simples permettent d'éviter les dangers sur le lieu de travail. Lesquelles? Visitez www.cfst.ch